

RÉSEAUX VRD

RÉSEAUX RST Lignes & canalisations

NATURELLEMENT PERFORMANT

**Décanteur hydrodynamique
vortex First Defense®**

solution compacte, économique
et durable pour dépolluer
les eaux de ruissellement.



PUCK L'AGENCE

DiCT Assistance

REVOLUTIONNE LE MONDE DE LA DICT !

FINI, LES JETONS...
FINI, LES CRÉDITS...
AVEC DICT ASSISTANCE,
PROFITEZ D'UNE OFFRE

+ TRANSPARENTE

Plus besoin de compter vos crédits,
gardez la maîtrise de votre budget

+ FACILE

Gérez vos déclarations en quelques clics

+ ECONOMIQUE

Une offre claire avec un coût unique à la procédure

NOUVEAU !

GENERATEUR D'EMPRISE



REALISEZ UNE PROCEDURE QUELLE QUE SOIT
LA TAILLE DE VOTRE EMPRISE !

Pour en savoir plus rendez-vous sur Contact@groupe-nat.fr

N.A.T
G R O U P E

RÉSEAUX VRD

RÉSEAUX RST Lignes & canalisations



Trancheuses
Elles sont
indispensables



Reportage
Du gaz
à Landivisiau

PLUVIAL Les villes bouleversent leur modèle

p.8



Présidente et directrice générale :
Florence Cayola
Directeur général adjoint :
Christophe Brillouet

direction@groupe-cayola.com

RÉSEAUX VRD

Lignes & canalisations

CONSTRUCTIONCAYOLA.COM

Siège social :

3, quai Conti - 78430 - Louveciennes - France
Tél : +33 (0)1 30 08 14 14 - Fax : +33 (0)1 30 08 14 15
direction@groupe-cayola.com
www.constructioncayola.com

Réseaux VRD est édité par la SARL
Réseaux-Com au capital de 15 244,90 €
3, quai Conti - 78430 Louveciennes

direction@groupe-cayola.com
Directrice de la publication : Florence Wattel

RÉDACTION

redaction@reseaux-vrd.com
Directrice de la rédaction : Florence Cayola
Rédacteur en chef : Sébastien Battaglini
Ont collaboré à ce numéro : : Veronica Velez

PUBLICITÉ

pub@groupe-cayola.com

MAQUETTE

studio@groupe-cayola.com

IMPRESSION

Imprimerie de Compiègne, Avenue Berthelot, BP
60524, ZAC de Mercières, 60205 Compiègne Cedex

ABONNEMENTS

abonnement.diffusion@groupe-cayola.com
180 € (Tarif France) pour 9 n°/an

3, Quai Conti - 78430 LOUVECIENNES
Tél : 01 30 08 14 13
www.constructioncayola.com



N°267 - MAI 2021 - 25 €

Ce magazine est imprimé sur du papier à base de fibres de bois
en provenance de forêts certifiées.

N°ISSN 1772-4007 / Dépôt légal à parution

La direction n'est pas responsable des textes, illustrations,
dessins et photos publiés qui engagent la seule responsabilité
de leurs auteurs. Toute représentation ou reproduction intégrale
ou partielle par quelque procédé que ce soit, faite sans le
consentement de l'auteur ou de l'éditeur est illicite (article L 122
- 4 et L 122 - 5 du code de la propriété intellectuelle).

Crédits photos : tous droits réservés

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX		
PAPIERS	COUVERTURE	INTERIEUR
ORIGINE DU PAPIER	Belgique	Belgique
CERTIFICATION	PEFC	PEFC
TAUX DE FIBRES RECYCLÉES	0%	0%
EUTROPHISATION PTOT	0,013 kg/t	0,018 kg/t



10-31-1668 / Certifié PEFC / pefc-france.org



SOMMAIRE - RÉSEAUX VRD 267

PRÉSENT SUR LE
CARREFOUR DE L'EAU
«NUMÉRIQUE»

6	EAUX	
	Les News	6
	A LA UNE : PLUVIAL	
	- La ville et la pluie	8
	- Verdir est une volonté politique	10
	- Les MES, l'ennemi du pluvial 1	4
- Quand les villes suivent l'IWA 1	6	
	MATÉRIELS :	
- Les trancheuses se réajustent au marché	18	
- Les scies de sol : qualité et précision de la découpe	22	

	ENERGIES	
	Gaz : les perspectives sont enthousiasmantes 2020, l'amie des EnR 26	24

28	TELECOMS	
	La bénédiction de l'Avicca sur la reprise de Covage Télécoms : un nouveau contrat Mode Stoc	28

	VOIRIE	
	Eclairage urbain : vers le Smart lighting	30
	Compactage de tranchées : des exigences de qualité	34
	Mobilité électrique : des couacs à la recharge	36

38	REPORTAGES	
	Rodez : un bassin d'orage en couleur	38

24

30



41	RÉSEAUX SANS TRANCÉE	
	Les News de la FSTT Landivisiau : e tir de tous les dangers	42 44

EAUX PLUVIALES

A LA UNE

LA VILLE ET LA PLUIE

LA GESTION DES EAUX PLUVIALES EST UN ÉNORME ENJEU. SI EN TEMPS NORMAL, LA MAÎTRISE DE CES EAUX N'EST PAS D'UNE DIFFICULTÉ INSURMONTABLE, LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET LES ENJEUX DU RESPECT DU CYCLE DE L'EAU QUI DEVIENT PRÉPONDÉRANT DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES COMPLEXIFIENT LA DONNE. LE GRAND NARBONNE ET LE GRAND LYON SE SONT CHACUN ENGAGÉS DANS LE PROCESSUS.

La question de l'eau est un préalable aux politiques publiques tant ce fluide cristallise les enjeux et les passions, qu'on l'aborde sous l'angle de la quantité ou celui de la qualité. Et dans les décennies à venir, c'est appelé à prendre

de l'ampleur. La métropole de Lyon en a parfaitement conscience d'autant qu'elle doit gérer de multiples contraintes en termes de gestion pluviale. « C'est un réseau qui s'est construit au fil du temps depuis le 19^e siècle, essentiellement pour l'évacuation des eaux

de pluie dans les parties les plus plates de la ville. Déjà à cette époque, nous avions des problèmes d'imperméabilisation des sols », souligne avec malice Anne Groperrin, vice-présidente à l'eau et à l'assainissement pour la métropole du Grand Lyon, « et comme beaucoup de

grandes villes, nous sommes passés en réseaux unitaires. Aujourd'hui, la métropole est à 85 % unitaire ».

UN RÉSEAU UNITAIRE PEUT ÊTRE SYNONYME DE REJETS DIRECT DANS LE MILIEU AQUATIQUE. Et cela n'est pas sans

LES TRANCHEUSES SE RÉAJUSTENT AU MARCHÉ

SI LA CRISE SANITAIRE A PRINCIPALEMENT BOUSCULÉ LES PLANNINGS DE PRODUCTION DES FABRICANTS DE TRANCHEUSES, ELLE A AUSSI DÉMONTRÉ QUE LE MARCHÉ, NOTAMMENT CELUI DE LA POSE DE RÉSEAUX TÉLÉCOMS, NE POUVAIT PAS ATTENDRE. ALORS POUR RATTRAPER LE TEMPS PERDU, ET RÉPONDRE AUX BESOINS ACTUELS, MAIS ÉGALEMENT, POUR ANTICIPER LES MARCHÉS À VENIR, LES FABRICANTS SONT RESTÉS PARTICULIÈREMENT MOBILISÉS.

Dossier réalisé par Veronica Velez

Après avoir pris soin de sécuriser leurs salariés grâce à des protocoles sanitaires stricts, certains constructeurs comme Ditch Witch, importateur de la marque américaine en France, ont dû faire face à d'autres difficultés face une crise aussi mondiale. Des contraintes liées aux fournisseurs et à l'approvisionnement, notamment dans le transport où là aussi le secteur a été particulièrement touché face à une crise mondiale, qui a demandé une gestion rigoureuse des stocks. « Aujourd'hui, il est très compliqué de maîtriser la chaîne d'approvisionnement, mais aussi d'expédition, car les moyens logistiques ont été considérablement touchés et modifiés par la

crise sanitaire », explique Fabrice Lavaud, Ditch Witch. Pour répondre à ce nouvel enjeu, Ditch Witch a créé un nouveau poste dédié à la gestion du transport, des approvisionnements et des stocks pour anticiper au maximum et ainsi répondre au mieux à la demande de nos clients, notamment en pièces détachées et en services. Dans ses ateliers dédiés aussi bien aux engins de TP qu'à l'assainissement, le modèle de production de Rivard fonctionne sur un principe d'autonomie. Une organisation qui lui a permis de continuer à produire pendant toute la période de confinement et les mois qui ont suivi, et ainsi honorer la commande soutenue de trancheuses. « Grâce à ce modèle, nous n'avons eu aucun problème d'approvisionnement. Nous

faisons appel à quelques fournisseurs, mais ils sont locaux », assure Josselin Poirier, directeur marketing et communication de Rivard.

« GÉRER LE DÉCALAGE ET RATTRAPER LE TEMPS PERDU »

Pour le spécialiste de la location de trancheuses avec chauffeur, Marais, l'arrêt des chantiers a lui aussi eu des répercussions, notamment en terme de réorganisation. « Nous avons géré les décalages de manière à satisfaire les clients et respecter nos engagements. Au final, l'activité location est en ligne avec le budget malgré les 6 semaines d'arrêt. Considérant ces difficultés, nous pouvons dire que nous avons réalisé une bonne année. La production de machines a souffert de retards

de livraison de certaines pièces et de composants, mais globalement, grâce à nos filiales, nos ventes à l'international sont restées plutôt stables. En France, l'engouement pour la fibre optique nous assure un bilan plutôt positif », explique Benoit Moisson, directeur commercial export Marais. « Rattrapper le temps perdu ». C'est en résumé ce que Martial Pautrat retient aujourd'hui des conséquences d'une année marquée par la crise sanitaire. Car outre les deux mois de fermeture et d'arrêt complet du site de production de Caussade, la crise sanitaire aura surtout eu comme conséquence de faire prendre du retard sur ses livraisons de trancheuses. « Lors de la reprise et une fois les protocoles sanitaires

La Riv1254 de Rivard. « Notre force, l'autonomie sur la production nous permet de réduire les délais », Josselin Poirier, Rivard.



GAZ

LES PERSPECTIVES SONT ENTHOUSIASMANTE

AVEC UNE ANNÉE 2020 TRÈS PARTICULIÈRE, IL EST COMPLIQUÉ DE TIRER DES ENSEIGNEMENTS DES DIFFÉRENTS BILANS. GRDF S'EST RISQUÉ À L'EXERCICE EN PRENANT FORTEMENT EN COMPTE LES PERTURBATIONS LIÉES À LA PANDÉMIE. SI LES RÉSULTATS SONT FORCÉMENT IMPACTÉS PAR LA CRISE, LES INVESTISSEMENTS

Frédéric Martin, le directeur général délégué de GRDF donne le ton d'entrée de jeu : « nous avons maintenu cette conférence de presse sur les résultats parce qu'il est important de montrer que la vie continue et que nous ne focalisons pas uniquement sur le Covid, que nous essayons de nous projeter au-delà, en continuant à œuvrer à la transition énergétique du mix gazier ».

MALGRÉ LA CRISE SANITAIRE, L'ANNÉE 2020 A PRÉSENTÉ DES PERFORMANCES SOLIDES.

Les deux confinements n'ont pas empêchés l'ensemble des équipes

de GRDF de faire face à l'ensemble de leurs missions de service public. D'ailleurs, « nos 11 millions de clients n'ont pas eu à souffrir des perturbations liées à la crise sanitaire. Nous avons pu assurer l'ensemble de nos prestations et engagements dans des conditions de sécurité optimales », se réjouit Frédéric Martin.

L'entreprise a évidemment accéléré la mise en place du travail à distance. Ces efforts pour faire fi des impacts du virus ont permis de limiter la baisse du chiffre d'affaire à -5,1 %, à 3,308 Md€ au lieu de 3,486 Md€ l'année dernière. Cette baisse est due à la météo

très clémente mais également à la baisse d'activité globale à cause de la pandémie. Baisse également des investissements de -8,3 % à 917 M€. Là encore, c'est lié au ralentissement économique. Les investissements liés à la sécurité n'ont pas fléchi en revanche.

Quant au résultat net, il progresse vivement grâce à une reprise de provision du fait d'un changement de modalités d'amortissement de certains ouvrages et équipements.

LES INVESTISSEMENT RESTENT FORTS ET SE PARTAGENT EN 3 CATÉGORIES. La partie sécurité et modernisation des ouvrages reste



Rénovation de l'éclairage public à Talence, ville de Gironde.

Tous © DR

ECLAIRAGE URBAIN : VERS LE SMART LIGHTING

A L'HEURE OÙ LE NUMÉRIQUE INVESTIT LES ESPACES URBAINS, PLUSIEURS PROJETS PORTANT SUR LA MISE EN ŒUVRE D'UNE GESTION OPTIMISÉE DES INFRASTRUCTURES POUR QU'ELLES SOIENT COMMUNICANTES, AUTOMATISÉES, EFFICACES, MAIS AUSSI PLUS DURABLES, VOIENT LE JOUR. L'ÉCLAIRAGE S'INTÈGRE AINSI À PART ENTIÈRE DANS LA RÉFLEXION GLOBALE DE CONCEPT DE SMART CITY. PORTÉ PAR SES PROPRES ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES, IL APPORTE À LA VILLE, DE NOUVELLES PERSPECTIVES EN TERME DE POSSIBILITÉS D'USAGES ET D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE, EN SOMME IL GAGNE LUI AUSSI EN INTELLIGENCE.

Dans un concept de ville durable et intelligente, l'éclairage participe pleinement au principe qui allie intelligence collective avec intelligence artificielle, au service des usagers, on parle alors de Smart Lighting. Selon le baromètre 2018 du syndicat Syntec numérique sur la transition numérique des territoires, 92 % des collectivités de plus de 5 000 habitants ont déjà lancé une initiative de ville intelligente. Que ce soit le projet OnDijon, celui des Mureaux, au bien au Touquet, au Havre, à Chartres, voire même à Barcelone, Vérone... ces réali-

sations phares s'appuient pour la plupart sur la mise en œuvre d'une gestion optimisée des infrastructures qui englobe notamment l'éclairage. Mais dans ce domaine, il reste encore beaucoup à faire. Pourtant, les bénéfices sont intéressants, et cela à plusieurs niveaux. Le Cerema organisait il y a quelques mois une journée technique sur l'éclairage urbain de demain pour faire le point : « *Aujourd'hui, on ne peut pas encore parler majoritairement de Smart Lighting. En effet, il y a peu d'adaptation aux évolutions d'usages. Les allumages sont souvent prématurés et les extinctions par-*

fois tardives. La lumière n'est pas toujours bien maîtrisée », insiste Paul Verny, expert Cerema. Certaines factures de consommation électrique sont encore trop lourdes pour les collectivités, sans compter la pollution lumineuse et son impact négatif sur la biodiversité.

INVESTIR SUR LE LONG TERME

Sachant que l'éclairage public représente en moyenne 40 % de la facture électrique des communes, le smart lighting dans l'éclairage urbain a une carte à jouer. Ainsi, face aux restrictions budgétaires et

à l'augmentation du coût de l'énergie, les collectivités sont de plus en plus nombreuses à chercher une solution pour réduire leur consommation électrique liée à l'éclairage de la voie publique. Si près de 8 000 communes ont ainsi décidé d'éteindre leurs candélabres la nuit pour faire des économies, d'autres solutions existent comme l'explique Dominique Ouvrard, délégué général adjoint au Syndicat de l'éclairage : « *L'extinction est une solution à court terme qui ne résout pas le problème d'un éclairage vétuste. Moderniser l'éclairage public et le rendre « intelligent » permet*